

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

RESOLUTION.

L'Union Républicaine de langue française de New-York, dans sa séance du 9 Avril, a voté la déclaration suivante :

« Le gouvernement de l'Assemblée de Versailles a voulu décapiter Paris et lui ravir ses droits de parler, d'écrire, de se réunir, et surtout d'être armé. — Paris s'est soulevé. Il a bien fait ! Et nous, membres de l'Union Républicaine de langue française de New-York, déclarons à l'unanimité être avec Paris contre ses oppresseurs.

« Nous sommes pour les communiens parce que nous ne reconnaissons à aucune majorité, quelle qu'elle soit, le droit d'éterniser le provisoire, quand la République est le seul gouvernement rationnel, vu que c'est le seul qui réserve les droits des générations futures.

« Nous sommes contre la majorité de l'Assemblée, parce qu'elle viole les droits des municipalités, qui sont la garantie de la liberté des citoyens, et que nous croyons les gouvernans faits pour servir le peuple, et non le peuple fait pour être la proie de ses gouvernans !

Il n'est pas question dans notre déclaration, de contester si la majorité de tous vaut mieux que celle d'un parti, ni si une Assemblée élue par le suffrage universel est légitime. — Non !

Il s'agit de savoir si l'Assemblée qui fait loi, comme on dit, a un pouvoir sans limites ; et si elle peut prendre telle ou telle mesure arbitraire selon ses fantaisies passionnées.

Si, parce qu'elle est l'élue de la majorité du pays, son pouvoir est illimité, qu'on nous coupe la langue, qu'on nous crève les yeux, et applaudissons.

Mais si, comme nous le maintenons, son pouvoir a des bornes, elle ne peut les dépasser sans qu' aussitôt sa légitimité soit frappée de nullité.

En voulant empêcher les Parisiens de se réunir, de manifester leurs pensées par la parole et par la plume, et surtout de rester armés, l'Assemblée a outrepassé ses pouvoirs ; elle s'est suicidée. Elle n'est plus qu'une provocation à l'émeute.

Elle a été légitime certainement après son élection, puisque le consentement manifesté par le suffrage universel est aujourd'hui le critère de la politique, et elle est restée telle aussi longtemps qu'elle n'a pas violé son mandat.

Mais dès l'instant qu'elle s'est crue maîtresse de disposer des droits inaliénables du peuple, et qu'elle s'est permis de les lui supprimer, dès ce moment, elle n'a plus été qu'une réunion d'usurpateurs, et le devoir de tous les bons citoyens a été de la répudier.

NECROLOGIE

!!! GUSTAVE FLORENS !!!

!!!

GUSTAVE FLORENS vient de mourir à la tête de sa brigade, en défendant les libertés communales.

La France perd en lui un de ses meilleurs fils, et la

République un de ses défenseurs les plus vrais, les plus braves, les plus vaillans et les plus généreux.

Il est mort pour le droit ! Honneur à lui !

La République lui était chère, ainsi lui avait sacrifié son avenir, son repos, sa vie. Son sacrifice a été à la hauteur de son mérite ; et si la France, si la République des peuples n'oublient les services qu'il leur a rendus.

— Et hé, il ne s'est occupé que des intérêts de ceux qui ne possèdent pas. Savant, il a renoncé à sa place de professeur, plutôt que de ne pas servir la liberté.

Partout où un peuple a revendiqué ses droits, il est accouru pour se mettre à la disposition des opprimés.

Vaillant, intelligent et sincère, on l'a redouté ! Ansel Truchs, Vinoy, Ducrot et autres ont-ils songé à s'en débarrasser.

Ils l'ont envoyé au feu, lui et les siens, un contre vingt ; et lorsque, à leur grand étonnement ils en sont revenus, le mot d'ordre fut de renvoyer cette seconde fois.

C'est alors qu'il leur fut répondu : Envoyez-nous, un Républicain contre trois Prussiens, nous y consentons de suite ; mais un contre vingt ! Non ! Car ce n'est pas de la guerre, c'est de la déperdition !

A-t-on interprété ce refus pour accuser les républicains de couardise ! Aujourd'hui, on voit si c'était la peur d'aller au feu qui a fait qu'on n'a pas renvoyé les Prussiens, ou la trahison des généraux qui voulaient faire écraser les républicains de Belleville, pour avoir le champ libre.

Que les Parisiens triomphent ou succombent, la preuve est faite à l'heure qu'il est, que ce sont les généraux qui n'ont pas voulu se battre, et que si, comme le demandait Florens, emprisonné pour cela, on avait envoyé deux cent mille hommes à Versailles, lorsqu'on a eu chassé les Prussiens de Montretout, la République aurait été triomphante, et l'ennemi ne nous aurait pas tué dix ans de notre travail, deux provinces et notre honneur par-dessus le marché.

Nos généraux ont trouvé qu'il y avait du bruit-lard, ce jour là, qu'ils s'y voyaient pas clair, et qu'ordie "le" pourraient s'embrouiller.

Ah ! Florens, si ces misérables l'avaient écouté ; mais non ! Ils l'ont condamné à mort. Tout est fini pour toi. Repose en paix. Peu de Français t'ont valu, peu ont fait autant que toi ; et si, parce qu'on l'a méconnu, le nombre de ceux qui le regrettent n'est pas aussi grand qu'il devrait l'être, que ta mémoire s'en console, tu es pleuré et regretté par les millions.

Tu as fait ton devoir, Florens. Honneur à toi ! Tu es mort en combattant pour la liberté. Gloire à toi ! La postérité ne l'oubliera pas !

L'Assemblée rurale et de démembrement.

Charles X a voulu faire son coup d'état le 25 juillet 1830, il a été détrôné.

Louis Philippe a voulu supprimer le droit de réunion, le 22 février 1848, on l'a dispersé lui et les siens.

La commission exécutive de 1848 a empêché aussi les réunions ; se voyant assez forte pour provoquer l'émeute. Marie et son neveu bonapartiste, Emile Thomas, à l'instigation du jésuite Falloux, ont dissout brusquement les Ateliers nationaux et fouillé les dis-couverts, elle a été sur le champ attaquée et dévorée par les plus intriguants de ses partisans.

Les Cavaignacquistes ont été sans pitié envers les insurgés de juin et sans respect pour la liberté ; lorsqu'on a voté pour la présidence, Napoléon a été élu.

Quand Napoléon et ses affidés ont vu que les élections de 1852 seraient républicaines, ils se sont mis à violer les lois, à arrêter, à proscrire et assassiner qui pour un grade, qui pour une place, qui pour une croix, qui pour de l'argent, deux cent mille citoyens environ.

Depuis c'est la force qui gouverne.

Mais direz vous, un nouveau gouvernement, dit de défense nationale, a été proclamé le 4 septembre.

Ici les extrêmes se touchent ; mais ne reculent à rien.

C'est la faiblesse de l'empire qui a fait naître le

gouvernement Favre, Poincaré et compagnie, car après un convention, on ne doit pas la chute de l'empire à l'énergie de ses mandataires, comme on l'avait cru d'abord, mais à la fuite précipitée des héros napoléoniens qui à Paris, comme partout, n'ont su que faire usage de la poudre d'escamotage.

Un nouveau gouvernement, au lieu de répudier tout simplement l'empire, de déclarer que tout ce qui avait été fait depuis le deux décembre était nul et non avenue, que la constitution de 1848 redevenait jusqu'à sa prochaine révision, la loi de la France, ce qui était une solution, et qu'en vertu de sa mise en vigueur on allait poursuivre tous ceux qui l'avaient violée, ce nouveau gouvernement, dit-on, a confié la défense de la France à ses plus mortels ennemis, aux jésuites, aux magistrats impériaux et à tous les déshonorés qu'il a pu trouver.

Puis après la débâcle, lorsque tout a été compris, malheur ! perdu, sous la direction des curés, des évêques et de Bonaparte, il a fait voter les vœux patriotiques pour avoir un gouvernement régulier ; gouvernement si régulier qu'il n'est encore que provisoire.

C'est ici le point où tout devrait s'éclaircir.

Une assemblée élue par le suffrage universel n'est-ce donc pas une solution ?

Cela plairait en apparence ; mais malheureusement pour la France les hommes qui ont été élus n'en veulent pas de solution, aussi longtemps qu'ils n'auront amené la France à prendre leur cours, c'est-à-dire leur prince.

La République n'est pas leur affaire ; elle ne répond pas à leur soif de privilèges et de distinction de rangs dans la société.

Ainsi son premier acte a-t-il été d'insulter Gambetta et d'empêcher Victor Hugo de parler.

Le second, de livrer deux peuples qui se lui appartenaient pas, comme si les hommes n'étaient que des bêtes, à des généraux qui déclaraient la constitution de la guerre possible, et que l'occupation de Paris allait nécessiter presque le même nombre de troupes pour la garder qu'il en avait fallu pour l'assiéger.

Le troisième de leur Paris en suspension, parce que son vote a été républicain, et de le décapiter, tout simplement pour l'en punir, en allant à Versailles où les 18 légalitaires se font et se feront tout aussi facilement qu'ailleurs.

Le quatrième, de permettre à ses ministères de réintégrer les magistrats, préfets et officiers qui ont violé la loi et le droit en 1851, ce qui est une preuve de son approbation morale pour les coups d'état et son absence de respect pour la justice. Car le coup d'état est un crime qu'il faut punir, ou une action d'éclat digne de récompense.

Le cinquième, de choisir des déshonorés comme Gambetta avait remerciés comme incapables, les sachant ennemis des républicains, et entre autres, le odieux commandant Vinoy, qui pour sa part a été le provocateur de plus de cent assassinats commis en 1851 dans les départements du centre de la France.

Le sixième, de déclarer et de maintenir Paris en état de siège, l'ennemi étant parti ; de donner à ces commandants bonapartistes carte blanche sur les parisiens comme sur un troupeau destiné à la boucherie, et d'insulter ses maîtres en pleine assemblée.

Le septième, de supprimer la liberté au lieu d'en réprimer les abus, de faire fermer leurs lieux de réunion et ensuite de vouloir les désarmer.

Une assemblée, fut-elle élue à l'unanimité, qui se permet de toucher aux droits des peuples, est une assemblée usurpatrice qui rappelle aux citoyens que l'insurrection est le plus saint de ses devoirs, et qui se suicide tout comme se sont suicidés les pouvoirs usurpateurs de Charles X, de Louis Philippe, de Cavaignac, de Napoléon et autres.

Ce n'est pas parce qu'elle réprimera l'insurrection, ou parce que tous les journaux calomnieront les victimes du droit, qu'elle vivra ; non. La force la galvanisera un peu, mais elle n'en sera pas moins une momie.

La force, au service de l'usurpation, est un instrument trop fragile pour qu'on importe quel pouvoir puisse reposer dessus. — Puis elle coûte trop cher, pour un pays ruiné par la trahison de ses généraux.

posée à la Révolution, que vous avez essayé de frapper, de tromper, d'arrêter jusqu'à présent. Vous allez, par votre paix avec le Prussien, la laisser respirer maintenant et marcher presque seule contre vos ennemis les rouges et les socialistes. Qui veut la fin veut les moyens.

XI

Mais la France! oh! nous la calomnions quand nous disons qu'elle ne nous offre aucune ressource! Voyez les gens qu'elle nous envoie! C'est Trochu, c'est Jules Favre, c'est Picard, c'est Gambetta, c'est le vieux Crémieux, c'est Rochefort, c'est Emmanuel Arago, c'est Jules Simon, etc., etc. Braves gens! qu'allez-vous devenir, grands Dieux! Que voulez-vous faire! En vérité, je vous plains de tout mon cœur et ne voudrais pas être à votre place. Rappelez-vous 49! La situation est mille fois plus périlleuse pour vous qu'elle ne l'était alors pour vos prédécesseurs en Gouvernement provisoire. Nous n'avions pas la guerre étrangère. Ceux qui vous envoient ici sont des rouges, des socialistes, qui n'ont point de profondes racines dans le pays, et les Prussiens y sont. Sondes donc vos reins, membres, interrogez vos consciences; surtout point d'orgueil insensé. Songez à votre patrie, à la France plébiscite, volée, enlevée! et obéissez-nous, suivez nos conseils. — Hélas! Non, ils nous tendent la main et nous consultent soucieux! Allons, messieurs Buffet, de Grammont, Dara, Pouyer-Quercier et vous tous, nos collègues au Corps Législatif qui vous êtes trouvés trop fortement occupés dans la nuit du 4 au 5 Septembre, rassurez-vous, reprenez vos esprits; point de protestation imprudente, dangereuse même. Le diable n'est pas si sot qu'il en a l'air. Manœuvrons donc habilement, intriguons, conseillons. Qui veut la fin veut les moyens.

XII

Oh! nous sommes de grands hommes! voyez plutôt. Paris! la capitale! foyer possible de la Révolution! sans nous en sommes trois millions maîtres! Nous l'avons volée de la France en augmentant encore sa force révolutionnaire aux dépens de celle des provinces! Puis, sans elle, nous avons gouverné le reste de la France! Ce foyer de la démagogie est à cette heure bien près d'être éteint. La faim, l'ignoble faim, l'a presque vidé, épuisé. Au besoin, les Prussiens feront le reste en quittant nos foyers. Nous n'aurons pas, cette fois, de journaux semblables en tout à celles de Juin 48. Bismark et ses Prussiens y prendront la place de Cavaignac et ses petits bouchers. C'en est fait encore, pour cette ville, de ses prétentions exorbitantes d'avoir toujours dans ses murs le trône et l'administration de la France. Louis XVI et toute sa cour s'en retourneront cette fois à Versailles. Nous resterons dans quelque ville bourgeoise de la province, comme Thiers à Caprée, comme Louis XI dans son affreux donjon. De là nous gouvernerons et administrerons la France. Qui veut la fin veut les moyens.

XIII

Oh! nous sommes de grands hommes! voyez plutôt. Nous ne voulons pas de Gouvernement provisoire issu de la cassette des bourgeois pour ainsi dire, et nous ne l'avons pas eu. Il est devenu, sous nos conseils, à notre approche, simple Gouvernement de Défense nationale, c'est-à-dire rien de fort et de respectable pour le bien de la France, instrument puissant de mal contre-pas adversaires les rouges et les socialistes. Au contraire, nous voulions des élections bourgeoises, une Assemblée créant un gouvernement provisoire, une Constituante. Et nous avons lutté! L'étranger, le Prussien, nous ont aidé, soutenu dans cette lutte, dont nous sortons enfin vainqueurs. Oui, nous avons une Assemblée nationale, nous avons un Gouvernement provisoire issu des honnêtes gens! Tout est bien, tout va bien. A la vérité, Paris et son armée capitulent! Paris vient de subir toutes les horreurs d'une famine en hiver! l'armée de Bourbaki, soutenue des volontaires de Garibaldi, c'est une force de 500,000 hommes prisonnière sur le sol helvétique! Gambetta a donné sa démission! Garibaldi n'est enfilé dans son lit de Caprea! Nous sommes vainqueurs sur toute la ligne, et nous faisons la paix avec le Prussien qui emporte avec lui une partie du territoire de la France, une indemnité de guerre de cinq milliards payable en trois ans, des garanties matérielles d'exécution du Traité, et l'honneur d'entrer dans Paris en défilant sur les Champs-Élysées. Que voulez-vous! Qui veut la fin veut les moyens.

XIV

Oh! que d'horreurs, que d'infamies se sont produites

en France depuis septembre dernier! Que d'hommes tués, que de femmes ensévelies, que d'enfants morts! Que de vies humaines gaspillées, sacrées, ruinées! Que de blessés, hommes, femmes, enfants, qui traînent quelques heures encore sous le ciel de la vie, et vont enfin rejoindre les cadavres des morts qui, par milliers, les appellent. Mais, que voulez-vous! nous ne pouvions faire autrement. Qui veut la fin veut les moyens. Gloire à nous! nous sommes de grands hommes! —

XV

— Oh! soulage-toi mon cœur! Oui, vous êtes de grands hommes! Vos moyens ont tous été dignes de la fin que vous vous proposiez. Mais ne chantez pas victoire, à mes terribles amis! Votre combat est en partie légitime. Or vous n'avez encore là qu'une manche. La seconde s'engage. Si vous perdez, il y aura donc la belle! O, mon cœur, espérance! France sœur de ton deuil inutile, relève-toi! Songe aux vivants, laisse les morts!

XVI

Et lors même qu'en cette fin de siècle, vile succédant de la société actuelle;

Veuillez lire les articles de *l'Éclair*.

comme vous appellerez Voltaire lui-même, l'un de vos maîtres, dans sa langue énergique cette fois, — vous triompherez, des rouges et des socialistes à la fois, ne sentez-vous pas, au-dessus de vos têtes, le souffle tout puissant d'une philosophie nouvelle, celle de XXème siècle, qui vient au secours de vos adversaires pour les sauver de vos fureurs et pour vous sauver vous-mêmes de vos furies et de vos crimes!

Association Internationale des Travailleurs.

ADRESSE

AUX OUVRIERS MINEURS

DE PENNSYLVANIE.

Frères Travailleurs,

Le Comité sous-signé, représentant les sections américaines de l'Association Internationale des Travailleurs, vous adresse ses félicitations et l'assurance de ses plus chaudes sympathies pour votre conduite énergique dans la grande lutte que vous soutenez contre les capitalistes propriétaires des mines et des chemins de fer, et nous regrettons profondément de ne pouvoir vous offrir notre aide matériel dans un moment aussi critique.

Dans les conditions présentes de la production, les travailleurs sont obligés de combattre pour garantir le taux de leurs salaires si péniblement acquis, contre l'avarice sans borne des capitalistes; malgré quelque préjudiciable que soit cette nécessité, les travailleurs ont des droits, et ils doivent les revendiquer.

Une presse servile a excité l'opinion publique contre vous, en vous accusant d'avoir produit une « famine de charbon »; mais nous savons tous que l'élévation exorbitante des prix n'a été produite que par la rapacité insatiable des exploitateurs des mines et des transports.

Tant que le sol et ses richesses seront entre les mains de quelques spéculateurs, au lieu de retourner à la société comme de droit naturel, les prix de ses produits ne seront toujours trop élevés, et cela, sans que les salaires puissent exercer aucune influence sur leurs cours.

Il est de votre devoir de repousser les accusations mensongères des capitalistes qui affirment le contraire.

La bonne organisation et la vaste étendue de votre Association, vous garantit contre les réductions arbitraires de vos salaires; ainsi, vos exploitateurs ont senti leurs efforts pour la détruire et ils ne négligeront aucun moyen pour y parvenir.

« Être ou ne pas être! », telle est donc la condition présente des ouvriers mineurs représentés par leur société « Workingmen's benevolent Association »; et sa destruction serait l'asservissement des travailleurs américains.

Frères travailleurs! songez que vous lutez pour votre propre existence et pour l'avenir de vos enfants. Nous regrettons que les conséquences de cette guerre, au lieu de retomber sur les prolétaires, ne frappent directement sur les principaux chefs de cette troupe de bandits capitalistes.

Tout à vous pour la cause du travail,
Le Comité central de l'Association Internationale des Travailleurs.

New-York, Mars 1871.

SUR LES EMEUTIERS.

Une émeute délicate, deux camps s'établissent. Dans l'un, celui des soldats réguliers et des oppresseurs, et dans l'autre, vous êtes soigné, rendu à vos foyers après la bagarre.

Dans l'autre, celui des émeutiers, vous êtes fusillé et vous êtes pris et emprisonné, exilé, si vous ne réchappez. Et ce sont ces derniers qu'on appelle lâches! Les lâches, sont ceux qui se moquent, lors même qu'ils seraient dix fois tort.

Ce sont ceux qui les traitent de pillards et de voleurs sans s'être informés de ce qu'ils ont réellement fait.

Nous avons vu deux noms de notre connaissance parmi ceux des chefs des insurgés, celui de Mr. Chouteau, homme excessivement paisible et possédant une fortune très considérable, et celui de Mr. Yarkin, travailleur infatigable et fervent socialiste de la plus grande valeur, et nous sommes certains que ces deux hommes n'ont pu autoriser rien de ce qui s'est fait de mal.

Mais les malheureux nouvelles ont tellement l'habitude de calomnier les pauvres et les faibles, et aussi d'appeler voleurs, coquins, toute une compagnie d'hommes gens parmi lesquels il s'en serait guère un seul, qu'ils n'ont pu résister à nous lâcher leurs tirades qu'ils auraient dû jeter dans l'égoût.

Il y a peu de journaux ou quelque misérable coquin n'ait pas quelques rapports d'intérêt. Il y en a encore moins où ceux qui les dirigent ne fassent du chantage; serait-ce une raison pour dire que tous ceux qui y écrivent, que tous ceux qui les approchent ou même s'y abonnent, ont d'est en quelque sorte le encouragement, sont des lâches comme eux! Voilà pourtant ce que les nouvelles nous disent.

Maintenant, connaissant la mauvaise foi, l'hypocrisie et la cruauté des Dufaure, Thiers et Vinoy, cette trahison de sang et d'oppression, il a fallu que les hommes qui se sont laissés porter à la tête de l'insurrection de Paris fussent bien courageux.

Car, ils pouvaient y compter, Dufaure, ce ministre sanguinaire qui ne voulait pas absolument que Louis Philippe grandit Barbes qu'il savait innocent, mais qui voulait qu'on le guillotinerait pour l'exemple, ne lâchera pas sa proie, s'il le tient.

Thiers et lui n'ont jamais passé dans un ministère sans y persécuter, exiler et faire mourir les républicains, et ils sont très vieux pour changer de manière de faire. De plus, Vinoy, est assailli de décembre, y est trop intéressé, aussi pour ne pas leur faire continuer le massacre général.

Vraiment, c'est à cracher sur l'humanité tant elle est injuste!

Le homme se croyant en droit de vous gouverner, vous insulter, vous battre, vous frapper, vous empêcher de lire, de parler, d'écrire, de vous réunir et de vous défendre, vous vous indignez avec raison, vous vous insoulez contre ses prétentions avec justice, et vous ayez tort! Déjà, Jean-Jacques disait vrai, il vaut mieux aller vivre avec les sauvages.

Les Polémistes Américains

ET LES ROUGES.

Nous vivons toujours avec une profonde tristesse les polémistes parler des partis politiques avec la plus grande légèreté, pour ne pas dire avec la plus remarquable ignorance.

Obligés d'avoir tous les matins une tartine prête pour le déjeuner plus ou moins intellectuel de leurs lecteurs, ces polémistes de mettre la fust à la bite, par routine et sans trop savoir eux-mêmes de quel elle se compose.

Aussi, les voyons-nous changer d'opinion chaque semaine, et ceux qui s'occupent des affaires de la France, prêcher quelquefois la République avec tel ou tel singe à son sommet, pour se dir simplement le prétexte de déclamer contre tel ou tel républicain de talent qui ne veut pas d'une République sans liberté, comme la comprennent les monarchistes.

Leurs quotidiennes rengaines contre les socialistes qu'ils n'ont jamais eu le temps de lire, tant le jeu et le cottillon les occupent, passeront, si on les supposait

gens d'esprit, qu'ils ne se doutent même pas que le dix-neuvième siècle a une œuvre à accomplir, qui est la continuation de celle du dix-huitième; et que le seul honneur qui reste à la France, le seul qu'on ne peut lui ravir, ni lui disputer, c'est d'avoir la première, à la fin du siècle dernier, posé la question sociale que le nôtre doit résoudre.

A peine Babeuf, le radical appliqueur des théories économiques et sociales de la Révolution Française venait-il d'être décapité à Vendôme par les hommes modérés, que St. Simon revenait son idée en sous-œuvre, pour la modifier et la prêcher aux industriels qui l'avaient combattue en Babeuf.

Charles Fourier ensuite la développait, l'élargissait et démontrait que, par la série, l'application en était pratique.

Puis des hommes de génie tels que Bazard, Pierre Leroux, Enfantin, Proudhon, Considérant, Louis Blanc, Auguste Comte, en tentaient l'application envers et contre les routiniers toujours assez stupides pour affirmer que toute tentative doit être à ses débuts parfaite, irréprochable, oubliant que la première machine à vapeur qui a été faite n'avait ni la puissance, ni les avantages que celles qui lui ont succédé ont obtenus graduellement, et qu'il doit en être de même pour tout essai de transformation sociale.

Toutes ces tentatives, tous ces projets, tous ces essais sont lettre morte pour ces polémistes vivants. Il leur faut des expédients, rien que des expédients.

Y a-t-il une loi qui doit régir mathématiquement la distribution des richesses de façon à ce que chacun soit rétribué au prorata de ses efforts? Que leur importe!

Cette loi est-elle violée, ou seulement gênée par les mesures qu'on doit déjà prendre pour la tête du gouvernement? Est-ce que cela les regarde?

Les mesures que des membres d'un gouvernement prennent, peuvent réduire les travailleurs à la misère et faire de la France une nation au-dessous de ce qu'elle pourrait être réellement! Est-ce qu'ils s'en inquiètent!

Insulter les faibles, tomber sur les vaillants, aboyer comme des chiens après tous ceux qu'un trop maigre salaire strophie, à la bonne heure, voilà qui leur va, qui est facile à faire et qui leur est surtout toujours bien payé.

Dépendant le jour n'est pas éloigné où ces malheureux devront s'apercevoir qu'ils ne sont rien, absolument rien qu'une plume flexible payée à tant la ligne ou tant par semaine, pour crier ceci ou cela au gré du boss, car ils ont un boss, tout comme le plus pauvre des prolétaires.

Ma dignité, disent-ils quelquefois en se comparant aux autres salariés qui ne tiennent pas la plume.

Elle est belle ta dignité, grand polémiste, surtout s'il t'arrive une fois par hasard d'avoir écrit quelque chose de gênéux.

Tiens, en voilà un échantillon. C'est un petit dialogue qui a eu lieu à Paris en 1861 et qui a dû se répéter un peu partout.

LE BOSS. — Mon cher rédacteur, vos articles sont bien tonnants depuis quelques jours, il faudra des démons y mettre une petite sourdine.

LE POLEMISTE. — Mais cher patron, j'étais indigné et croyais que je me suis contenté. Ma conscience a fait à la douleur et à la bienfaisance toutes les concessions dont elle est capable.

LE BOSS. — Mon cher rédacteur, je respecte infiniment votre conscience, oh très infiniment, mais il n'en est pas question ici.

LE POLEMISTE. — Comment!

LE BOSS. — Non! moi! moi! ah! ah! n'aiment pas qu'on les dérange de leur tranquillité quotidienne dans laquelle nous les avons habitués à se délecter, voilà tout!

LE POLEMISTE. — Mais cher patron, quand les événements vous font bouillir le sang, que la honte vous monte au cœur et le rouge au visage?

LE BOSS. — Mon cher rédacteur, je vous ai déjà dit qu'il ne s'agit ni de votre cœur, ni de votre sang, ni de votre conscience, mais de ma caisse; or, vous comprenez.....

LE POLEMISTE. — Je comprends!

Eh bien! Polémiste digne, qu'attends-tu pour te rallier à la cause des rouges et des socialistes qui eux, placent la dignité humaine au-dessus de tout!

Va, tu as beau regimber, le problème est posé, il n'y a plus de milieu, il faut être le loup ou le chien de la fable.

Eh bien! voilà ce que tu m'attristes, c'est qu'il y a cent à parier contre un que tu vas préférer être le chien!

Viens, après ce choix, nous morigéner et nous faire des remontrances, tu seras bien reçu.

Ce que les Anciens pensaient de LA BOURGEOISIE.

"La Bourgeoisie a toujours été égoïste et cupide, sans délicatesse et sans patriotisme.

"Ou n'a jamais pu compter sur elle pour la défense de l'état.

"Ne comprenant pas le point d'honneur pour elle-même, il devient un non sens à l'égard du pays.

"Partout où l'ennemi, franchissant les frontières, a promis de respecter les maisons, les magasins et boutiques des particuliers, les bourgeois ont été d'avis d'ouvrir les portes de la cité."

Voilà ce qu'a écrit il y a plus de deux mille ans Xénophon.

Ne dirait-on pas qu'il avait deviné les honnêtes et modérés de Nancy, de Rouen et autres villes bourgeoises?

"Leurs avocats, ajoutait-il, n'ont que des mots à leur service et point d'idées, et ils ne s'en servent que pour tromper et s'enrichir.

"L'équivoque est l'arme dont ils se servent pour manquer à leur parole et embrouiller les questions afin de dépouiller les peuples de leurs droits."

Ne dirait-on pas que Thiers, Dufaure, Ferry et tous les avocats vivaient du temps de ce véritable Xénophon.

"Toutes les nations ont péri" par l'envolement des bourgeois aux affaires publiques, partant la déshonoration bourgeoise a été la principale cause d'une décadence rapide" disent Plin, Sénèque, Suétone, Tacite et autres.

"Parec qu'ils ne peuvent supporter, dit Platon, qu'une forme de gouvernement où il y ait plusieurs conditions de citoyens, où les riches commandent et les pauvres obéissent.

"LA plus le crédit des richesses augmente, plus l'accablant de la vertu décroît.

"Les honnêtes gens, s'ils ne sont riches, n'y jouissent d'aucune considération; l'or et les plaisirs qu'il procure sont seuls estimés.

"On flatte, on admire le riche; les emplois sont pour lui seul.

"C'est assez d'être pauvre pour être méprisé.

"L'aptitude aux charges publiques n'est reconnue qu'aux leurs, et les riches, seuls législateurs, font toutes les lois à leur avantage."

Aristote, lui, est encore plus explicite. Il a point dans un de ses chapitres, sous les gouvernements qui, depuis la mort de Robespierre, se sont succédés en France jusqu'à aujourd'hui inclusivement, excepté le régime du gouvernement provisoire de 1848.

"Abaisser, tant qu'il est possible, les personnages les plus remarquables et s'en débarrasser par la persécution et la calomnie.

"Ne permettre au peuple, ni banquets, ni sociétés, ni instruction, ni autres choses semblables.

"Ecarter tout ce qui est propre à élever l'âme et à imprimer la confiance, leur défendre toute réunion ayant pour but de s'instruire des affaires publiques.

"Prendre toutes les mesures pour empêcher les habitants de se lier mutuellement les uns avec les autres.

"Avoir des patrouilles qui aillent par les rues et des espions qui écoutent aux portes des maisons, éventer tous les secrets, afin d'empêcher qu'une trop grande confiance ne s'établisse entre les citoyens.

"Appauvrir la masse des citoyens par l'exode du travail et la modicité de leurs salaires, les obliger de ne s'occuper que de leurs besoins les plus matériels pour les empêcher de conspirer.

"Accablér de lourds impôts et faire de temps en temps la guerre, pour resserrer davantage les liens de la discipline.

"Dépraver et avilir pour se consolider, voilà, dit Aristote, le gouvernement que la bourgeoisie affectionne et dont elle ne peut se passer."

Honte, misère, lâcheté, dirons-nous à notre tour, voilà la trinité qu'elle vient de donner à la France, avec ses prêtres pour l'abêtir, ses magistrats pour la tromper et ses militaires pour l'effrayer et l'égorger.

Comprendra-t-on à la fin qu'il faut que cela cesse, et que ce n'est pas en changeant seulement les hommes qui sont au pouvoir que cela arrivera, mais en donnant une nouvelle issue à la production, à l'échange et à la consommation des richesses.

Les gouvernants finiront-ils par savoir que le chauffeur d'une locomotive qui voudrait empêcher à la vapeur de s'échapper, parce que le bruit qu'elle fait lorsqu'elle en sort l'ennuie et le contrarie, la ferait éclater sûrement, et qu'il en est de même d'une société.

Bailloier, tourmenter, comprimer un peuple, c'est

vouloir qu'il fasse explosion. Quand donc comprendra-t-on qu'il n'y a que la liberté qui donne la paix. Voilà deux mille ans qu'on nous l'enseigne, ne serait-il pas bientôt temps d'en savoir la leçon.

Nous avons reçu de la section de San Francisco, une pièce de vers composée par un de ses membres; nous aurions voulu la publier en entier, mais l'abondance des matières nous oblige à n'en donner qu'un extrait.

A sa Majesté très-civilisée

L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE.

Moi qui, républicain, ne veux pas de frontières, Et qui n'ai pas soulé les fanfares guerrières Pour conquérir le Rhin, Vieux Guillaume, je veux laisser sur ta mémoire Un stigmate éternel que gardera l'histoire Sur un feuillet d'airain.

Quand Napoléon traîna, cette lâche cotteuvre, Rampant sous tes talons, il finissait ton œuvre. Mais quand la Liberté Vient nous sauver l'honneur, voilà qui l'effarouche, Alors ton litige tombe, et nous voyons l'archevêque Avec sa croisée.

Tu ne peux plus cacher tes actions cupides, Et tout l'argent volé par tes bandes arides Ne fait pas ton appoint.

Tu quittes ton épée un soir, dans le silence, Avec l'intention de crocheter la France Le rougissant au poing.

La honte est sur ton nom, et ton âme est jugée, Tu veux le déshonneur de la France égarée; Bazons et bavards

Te prêtent leurs forfaits pour combler la mesure Mais notre République en montrant sa blessure Etouffera les rois.

De ces loups couronnés ne laissons pas de trace. Rigides frappons l'abominable race Qui partout nous courbait. Peuples, révoltez-vous! Martyrs, que chacun s'arme! Jusqu'au dernier César il faut sonner l'alarme Et garder le gibet.

AVIS.

L'Union Républicaine de New-York, dans sa dernière Assemblée générale du 9 Avril a décidé que la liste des coupables du 2 décembre serait réinsérée dans un numéro du Bulletin, ad hoc, et a autorisé le citoyen Debuchy à en disposer au prix de coût, pour la propagande.

CONVOCAION.

La Section française de l'Association internationale des Travailleurs se réunit le 1^{er} et le 3^{ème} Dimanche de chaque mois, à 9 heures du matin, au numéro 100, Prince street.

REUNIONS.

A New-York

La première section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La deuxième section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin, se réunit le premier et le quatrième jeudi de chaque mois, à huit heures du soir, dans ses bureaux, 135, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.